

Déclaration liminaire du 24 septembre 2020

Madame la Présidente du CTL,

Vous nous réunissez aujourd'hui pour un Comité Technique Local où figure à l'ordre du jour l'observatoire interne de 2019,

Les résultats de cet observatoire sont affligeants. En effet, les 283 agents du département qui ont répondu à ce questionnaire estiment à 76 % que le rythme de changement est jugé trop rapide plus globalement au sein de la DGFIP qui subit d'importantes réorganisations, notamment le nouveau réseau de proximité que notre organisation syndicale combat avec fermeté depuis les premières annonces, notamment ici même lors de la venue du Ministre Darmanin. Vous devriez peut-être mettre en parallèle les résultats de votre petit sondage interne avec la désolation et le désenchantement de nos collègues. Pour rappel, dans notre département 54,01 % des agents des Finances Publiques étaient en grève le 5 décembre 2019, dans la même période que cet observatoire interne. Serait-ce un hasard ?

Il ressort de ce même observatoire, que le niveau de stress des agents est en augmentation constante, que pour 87 % des agents ayant répondu, la direction n'évolue pas dans le bon sens, estiment qu'ils ne sont pas acteurs du changement et que ce rythme du changement est jugé trop rapide pour 76%.

Face aux réorganisations annoncées, la motivation des agents est en baisse et 88 % expriment de forte crainte sur leur avenir à la DGFIP.

Visiblement au sein de notre administration ça n'émeut personne !!!!

Tout va bien ????

Tout le monde s'en fout, personne n'écoute, les agents sont blasés, écœurés, fatigués ils ne reconnaissent plus « leur service public », « notre service public » ni même pour une grande partie nous ne reconnaissons plus nos métiers.

Il est évident que les agents et leur hiérarchie n'ont pas la même définition du service public, nous le voyons bien. Pour vous le service public c'est fermer toujours plus de structures, moins d'accueil du public, plus de rendez-vous sans personnel dédié ainsi que le tout numérique.

Nous voulons plus de moyens humains, des applications qui marchent pour pouvoir répondre au besoin des usagers qui sont en attente de réponse à leurs questions ou d'aide notamment pour le service en ligne... ce qui est loin d'être si simple. Et oui Madame la Présidente, nous sommes au service des usagers, nous sommes une administration d'accueil du public et nous tirons satisfaction de pouvoir mener à bien nos missions. Mais pour combien de temps encore ?

Pour la CGT, la santé des agent.es au travail est une question essentielle et tous les moyens doivent être mis en œuvre pour assurer leur protection dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

Dans un contexte de crise sanitaire particulièrement anxiogène, les conditions de travail se dégradent de jours en jours. Nous nous devons de mettre en évidence votre gestion désastreuse de l'incident survenu le 11 septembre 2020 au 3^e étage du bâtiment rue Cruveilhier, laissant les agents de différents services devant une porte close avec interdiction d'entrer. Pour rappel, ces agents ont été évacués la veille à 15h30 par une société de nettoyage, pour désinfection des locaux. Le drame est que nos collègues soient revenus travailler le lendemain, pour certain à 7h30 et n'ont pas pu accéder à leur espace de travail avant 9h15 après avoir pris l'initiative de téléphoner aux services de direction et ouvert par leur propre moyen les fenêtres des bureaux pour aérer ces derniers. Visiblement, aujourd'hui nous devons nous débrouiller par nous même pour gérer la crise, une fois de plus voici l'exemple d'une gestion à la petite semaine, de la part d'une direction qui n'a pas jugé utile de se rendre sur place...

Enfin, à l'évidence, au contraire de la démarche gouvernementale, la situation impose des mesures de transformation profonde en totale rupture avec les politiques économiques et sociales actuelles.

Un énième « plan de relance » qui ne remettrait pas en cause ces politiques, ne pourrait conduire qu'à une aggravation de la crise sociale, économique et écologique.

Pour les administrations des ministères économiques et financiers, il est indispensable de tracer une nouvelle voie :

- **mettre un terme à toutes les réformes en cours ;**
- **avoir une réflexion approfondie sur la place et le rôle des administrations de Bercy dans l'appareil d'État ;**
- **renforcer les missions et les moyens alloués ainsi qu'une reconnaissance réelle de l'implication des agent.e.s ;**
- **densifier le réseau de nos administrations et établissements, la crise sanitaire montrant, tout autant que celle écologique, que l'allongement et la multiplication des trajets ne sont pas soutenables ;**
- **ouvrir de réelles négociations sur ces questions de missions, d'emplois, de rémunérations, de reconnaissance des qualifications, de conditions de travail...**

Pour faire face à la crise, l'urgence c'est d'imposer le progrès social et environnemental même à la DGFIP !